

Vergès et Ali Boumendjel

Enfin un bureau de presse, sous la responsabilité de Jacques Vergès, est chargé de centraliser les informations recueillies par les avocats et de les porter à la connaissance de l'opinion publique par les moyens appropriés.»

En cette fin de 1959, le collectif des avocats du FLN en France est déjà dans le collimateur. Pour l'instant, il est seulement l'objet des sarcasmes de la presse de droite. Plus tard, il sera la bête à abattre. Constamment sur la brèche devant tous les prétoires, il a organisé la campagne lancée après le meurtre d'Ould Aoudia et celle suivant le procès des étudiants algériens en France, permis la publication de La Gangrène, et coordonné l'information relative aux deux grandes grèves de la faim des détenus de juin et juillet 1959, contribuant ainsi à leur succès. Au procès des auteurs de l'attentat de Mourepiane, le collectif allait, le 19 janvier 1960, mettre en évidence la contradiction entre les thèses de l'accusation et l'application d'un droit d'exception que cette même accusation invoque à l'appui de ses prétentions. Dans sa lettre adressée par Jacques Vergès — cosignée par Maurice Courrégé et Michel Zavrian — au président du Comité international de la Croix-Rouge, 17 février

- C'est à la défense, et c'est aux avocats qu'il appartient spécialement de dégonfler ces monstres juridiques : d'où l'importance caractéristique, dans ces procès, des batailles de procédure (...) qui consistent précisément à faire éclater l'absurdité des thèses successives de la répression judiciaire, à retourner contre elle ses propres armes pour la disqualifier.»

Monstres juridiques accouchant de rejets absurdes. Ainsi, au cours du procès du réseau Jeanson, deux journées, les 5 et 6 septembre 1960, sont consacrées à démontrer, avec force conclusions à l'appui, que le président était dans l'incapacité de savoir quelle langue pouvait bien parler l'accusé «français-à-part-entière» qu'il jugeait. De guerre lasse, il doit désigner trois interprètes : un de kabyle, un d'arabe dialectal et un d'arabe classique⁽⁷⁾. Ces moyens de défense, qu'il s'agisse de fond ou de procédure, paraissent pourtant, avec le recul du temps, parfaitement sérieux. Ce n'est pourtant pas l'avis de la plupart des juristes de l'époque qui s'insurgent alors contre les méthodes du Collectif. On exige de faire taire ces «irresponsables», ces «aventuriers du barreau».

Le «on» vise évidemment leurs confrères bien-pensants de gauche et

On exige de faire taire ces «irresponsables», ces «aventuriers du barreau». Le «on» vise évidemment leurs confrères bien-pensants de gauche et d'extrême gauche. Aux yeux des avocats de droite, ce sont simplement des traîtres passés à l'ennemi, qu'il faut radier du barreau. Ils feront d'ailleurs circuler une pétition dans ce sens.

1960, Vergès écrit : «L'accusation reprochait à des Algériens d'avoir en tant que Français porté les armes contre la France au profit de rebelles algériens. Fidèles à notre devoir, avec vingt de nos confrères des barreaux de Paris, Lyon, Grenoble et Marseille, nous avons défendu nos clients sur le terrain même choisi par l'accusation. Nous avons montré au tribunal qu'il ne pouvait en même temps reconnaître à l'ALN sa qualité d'armée étrangère en guerre avec la France, et refuser aux membres de cette armée, algériens, leur nationalité algérienne.» On reproche à ces trublions de la barre d'enfourcher le code de procédure pénale, non pour contribuer à une «saine administration de la justice», mais pour «faire du cirque à l'audience». Vergès et ses compagnons s'en expliquent. Ces batailles de procédure sont indispensables car «la défense doit montrer encore comment la thèse coloniale aboutit sur le plan juridique à une monstruosité (...) parce que minée par des contradictions fondamentales :

- ou bien les prisonniers algériens sont des malfaiteurs, il convient alors de leur réserver toutes les garanties légales accordées aux malfaiteurs à part entière. La répression devient alors impossible ;

- ou bien il faut, pour les frapper vite, violer systématiquement la loi. C'est une monstruosité juridique. Ce fut pourtant la situation en Algérie, de novembre 1954 à mars 1956 ;

- ou bien le gouvernement français fait appliquer aux Algériens une législation d'exception raciste, mais par cela même, il nie la thèse d'une simple opération de police dirigée contre des nationaux sur laquelle, pourtant, il fonde la compétence de ses tribunaux ;

- ou bien le pouvoir exécutif et le Parlement, reconnaissant qu'il existe un conflit armé en Algérie et que l'Algérie n'est pas la France, ils doivent alors reconnaître aux prisonniers algériens le statut de combattants.

d'extrême gauche. Aux yeux des avocats de droite, ce sont simplement des traîtres passés à l'ennemi, qu'il faut radier du barreau. Ils feront d'ailleurs circuler une pétition dans ce sens. Notons cependant que maître Isorni, l'avocat du maréchal Pétain, dont les conceptions politiques sont diamétralement opposées à celles des avocats du Collectif, refusera avec beaucoup de dignité de hurler avec les loups. De même Tixier-Vignancour, avocat de droite, qui défendit les généraux putschistes signera un texte demandant la libération des avocats arrêtés en raison de leurs opinions politiques.

Et les coups ne vont pas tarder à pleuvoir. Jacques Vergès est expulsé d'Alger le 14 août 1959, Michel Zavrian le 20 décembre. Albert Schiano, du barreau de Marseille, est arrêté en décembre, condamné à sept mois de prison et radié. Benabdallah et Oussedik sont tous deux inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Bien entendu, Vergès l'est également, de même que Zavrian, Courrégé et Beauvillard.

Lorsque, plus tard, la défense elle-même sera mise en accusation et que les six avocats seront traduits devant le tribunal de la Seine, un de leurs jeunes confrères, dont la réputation grandit, soutiendra : «La réalité du procès, sa signification et sa portée s'inscrivent au-delà de la discussion sur ces points (...). Il s'agit moins d'obtenir la condamnation de certains avocats pris en tant qu'individus, que de miner enfin cette défense collective insupportable à la répression algérienne. Comme si le style, les procédés et la structure même de cette défense n'étaient pas commandés irrésistiblement par le système répressif lui-même.

Collective, cette défense devait, par ses moyens mêmes, devenir purement politique, hors les incidents de procédure multipliés à l'extrême... La répression algérienne était commandée par une politique, les avocats devaient en toute occa-



Jacques Vergès, défenseur des militants du FLN.



Ali Boumendjel, une grande figure du barreau.

Photos : DR

sion dénoncer celle-ci (...). Il est paradoxal aussi de voir la répression s'indigner de ce que la défense soit sortie des règles traditionnelles d'une justice, qu'elle a elle-même d'abord abolie et dégradée.⁽⁸⁾ Voilà ce que pensait avec lucidité Robert Batin-der qui sera plus tard le ministre français de la Justice.

15 avril 1960. Dans son rapport d'activités, le responsable du collectif ne débordait pas d'optimisme. Le mot d'ordre aurait été donné pour que la presse fasse silence sur toutes les affaires concernant l'Algérie. Une série de grands procès a eu lieu. Aucun compte rendu dans les journaux malgré l'importance des affaires évoquées et leur durée (l'affaire de Marseille, celle de l'OS à Paris, le procès de Lille). Il semble que l'habitude prise et la banalisation des «événements d'Algérie» provoquent une apathie compréhensible du peuple français.

Comment y remédier ? On va proposer de pallier ces difficultés sur deux plans. Celui de la structure et celui de l'information. Pour le premier, le collectif va se doubler en ce sens que chaque responsable se verra affecter un adjoint capable de prendre la relève en cas d'arrestation du précédent. Pour le second, l'on va «européaniser» la défense pour relancer le problème non plus sur un plan français, mais dans toute l'Europe. Déjà Serge Moureaux, Marc de Kock, André Merchies, Cécile Draps et quelques autres du bar-

Malgré les menaces qui n'ont jamais cessé de planer sur sa tête, le collectif, conformément à la mission impartie, va poursuivre et amplifier la lutte politico-juridique de la dénonciation de cette guerre absurde et des horreurs qu'elle charrie. Le bureau de presse dont Vergès est la cheville ouvrière se dépense sans compter.

reau de Bruxelles avaient senti la justesse de la lutte du FLN et défendu les Algériens poursuivis en Belgique pour activités politiques. Ils étaient donc indiqués pour constituer un collectif belge d'appoint, susceptible d'intervenir même en France.

Sur le plan de l'information, et partant du principe que la presse française reprend les nouvelles diffusées hors de France, une antenne du bureau de presse du collectif, installée dans un pays limitrophe, va fonctionner et demeurer en contact avec les journalistes étrangers tantôt à Bruxelles, tantôt à Genève. Elle mettrait en échec les consignes de silence données à la presse française par le gouvernement. Comme à son habitude et vu ses qualités en matière de communication, Vergès alimentera l'antenne.

La répression s'accroît et, sous pré-

texte de réorganisation de la justice militaire et de modification du code de procédure pénale, les ordonnances du 12 février 1960 vont couvrir du manteau de la légalité toutes les pratiques illégitimes antérieures de la répression politique et judiciaire. Un autre signe de durcissement apparaît : l'augmentation régulière des condamnations à mort prononcées par les tribunaux militaires.

C'est alors que germe dans l'esprit de Vergès l'idée géniale du procès de rupture opposé au procès de connivence. Au cours d'une réunion, il explique. Après une courte peine purgée, le militant libéré est très généralement détenu dans un camp d'internement, qui est aussi une privation de liberté. Autant donc profiter de l'audience en contestant le principe même de la loi invoquée par un procès de rupture, même si la méthode pousse de facto le juge à plus de sévérité.

Bien entendu lorsque la peine de mort est encourue, la directive est de plaider les faits et tirer du dossier le maximum de circonstances atténuantes.

Et même dans ce cas, Jacques Vergès va soutenir que dans le procès de connivence, les débats se déroulent poliment, la peine capitale est prononcée dans le calme, les médias en parlent peu, la grâce est rejetée dans l'anonymat, le couperet de la guillotine tombera sans faire de bruit, dans l'indifférence de l'opinion publique qui l'aura ignoré.

Tandis que durant le procès de rupture, les incidents inévitables de procédure, les altercations entre défense et ministère public, relayés par une presse friande de tels affrontements, font que le procès ne se déroule pas dans l'atmosphère feutrée des audiences habituelles.

Il aura éveillé l'attention du public. Et le plus souvent, avant de refuser la grâce, les détenteurs du droit y veilleront, d'autant plus que l'opinion publique aura été largement informée.

Il faut du talent pour plaider efficace et Vergès n'en manquait pas. Comme l'écrivait Paul Valéry : «Le talent sans génie est peu de choses. Le génie sans talent n'est rien⁽⁹⁾.»

Suite en page 10